

## Répression antisyndicale à Bahreïn (24.8.11)

*Les autorités de Bahreïn intensifient la répression exercée à l'encontre du mouvement syndical du pays, en procédant à de nouveaux licenciements et suspensions de travailleurs/euses en raison de leur participation réelle ou soupçonnée aux actions syndicales et politiques cette l'année. Les fonctionnaires sont particulièrement visés, notamment dans le secteur de la santé, de l'éducation et dans les services municipaux, dans la mesure où les autorités cherchent à nettoyer le secteur public en visant les travailleurs/euses exprimant des opinions politiques que le gouvernement n'approuve pas. Ainsi la CSI.*

Les licenciements ont, en effet, augmenté depuis juin et les fonctionnaires qui font l'objet de licenciements déclarent avoir été contraints de comparaître devant un conseil disciplinaire sans aucune possibilité d'organiser une défense quelle qu'elle soit. Il va de soi que les résultats de ces auditions sont prédéterminés. Le ministre du Travail, Jamil Humaidan, a décliné toute responsabilité en ce qui concerne le secteur public, donnant effectivement le feu vert aux licenciements en cours.

Cette année, quelque 2.600 travailleurs/euses tant du secteur public que privé ont été licenciés, et 361 autres ont été suspendus. En dépit des nombreuses promesses affirmant le contraire, le gouvernement n'a pas réintégré les travailleurs/euses licenciés illégalement. Selon la General Federation of Bahraini Trade Unions (GFBTU), seuls 134 travailleurs/euses ont été réintégrés à ce jour. Un grand nombre de ces travailleurs avaient été contraints d'accepter des conditions inacceptables, et en effet illégales, afin de récupérer leur emploi – notamment en acceptant de ne pas prendre part à de futures activités politiques, en renonçant au droit de participer à des actions en justice contre le gouvernement et en acceptant de ne plus adhérer à leur syndicat.

Six membres du Conseil exécutif de la GFBTU sont toujours licenciés ainsi que 44 membres du Conseil exécutif de syndicats affiliés à la GFBTU. Il est extrêmement préoccupant que Mme Jalila al Salman, vice-présidente de la Bahrain Teachers Association, et Roula al-Saffar, directrice de la Bahrain Nursing Society, doivent comparaître devant un tribunal militaire la semaine prochaine, bien que toutes deux soient civiles. Il est fort peu probable qu'elles aient droit à un jugement équitable sur les chefs d'accusation douteux liés aux protestations de cette année. Elles n'ont été libérées sous caution que récemment à la suite d'un emprisonnement pendant plusieurs mois, durant lequel elles auraient été soumises à des tortures et à des traitements dégradants durant leur détention.

« Le gouvernement de Bahreïn poursuit sa campagne de mesures punitives contre les travailleurs/euses qui ont simplement exercé leurs droits en vertu du droit international, source d'une réelle souffrance tant pour eux que pour leur famille. Les syndicalistes emprisonnés doivent être libérés sans délai, et tous les travailleurs/euses licenciés illégalement doivent être réintégrés », a affirmé la secrétaire générale de la CSI, Sharan Burrow. « Au lieu de maintenir leur approche destructive et répressive, les autorités devraient engager un dialogue constructif avec la GFBTU afin de régler des questions pressantes, notamment la création d'emplois, les relations de travail et un plus vaste programme de réelles réformes ».

La CSI représente 175 millions de travailleurs/euses au travers de 305 organisations affiliées nationales dans 151 pays et territoires. Site web: <http://www.ituc-csi.org> et <http://www.youtube.com/ITUCCSI>